



DECLARATION DE L'UNSA-EDUCATION Au CTPD DU 5 FEVRIER 2008

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le 24 janvier de nombreux enseignants se sont mobilisés afin d'exprimer leur mécontentement vis à vis de leur salaire, leurs statuts et surtout de leurs conditions de travail.

En effet avec le renfort important des médias, le gouvernement aidé par le Président de la République n'ont cessé depuis 6 mois leurs attaques contre le service public d'éducation, dévalorisant, humiliant le monde enseignant et le réduisant bien souvent à de grands fainéants ne pensant uniquement qu'à leurs prochaines vacances et ne travaillant que 18 heures par semaine.

Il fallait un bouc-émissaire au gouvernement pour faire avaler à l'opinion publique sa politique d'austérité.

Combien de temps encore le gouvernement va-t-il pouvoir poursuivre cette politique de sabotage de l'éducation nationale.

La dernière attaque en date fût la mise en place à la va-vite d'un service minimum. Heureusement, les médias les plus à la botte de notre gouvernement ont dû admettre, à demi-mot bien sûr que ce fut un échec. L'UNSA-EDUCATION demande au gouvernement de devenir responsable et de respecter un minimum les organisations syndicales.

Concernant la préparation de la rentrée scolaire 2008 dans les collèges, les propos tenus précédemment en sont l'illustration parfaite.

En effet, si dans un premier temps, notre département semble épargné par rapport à l'académie, l'UNSA-EDUCATION est forcée de constater que malgré une augmentation prévisionnelle significative des effectifs, le département de la SOMME va perdre 18 ETP à la rentrée 2008. Ceci est d'autant plus inadmissible que 14 ETP seront transformés en 252 HSA.

Cette volonté de multiplier les HSA aura pour conséquence d'alourdir la charge de travail des enseignants, remettant en cause un suivi des élèves de qualité, le travail en équipe permettant, par exemple, la mise en place rapide du socle commun des connaissances et des compétences.

Mais il est vrai que pour le gouvernement HSA et ETP n'ont pas le même coût de cotisations patronales. Une fois de plus la logique comptable l'emporte sur un service public d'éducation de qualité. « Travailler plus pour gagner plus » du Président de la République devient le travailler moins bien pour peut-être gagner plus voire pour certains, mais aussi ne pas travailler du tout pour d'autres.

Les élèves les plus en difficulté de notre département paieront encore un lourd tribut à la rentrée 2008 en raison de cette politique mercantile. En effet, la baisse continue depuis trois ans des effectifs de nos élèves de SEGPA ne tient pas du miracle mais uniquement d'une volonté orchestrée, permettant cette année encore la suppression de deux divisions de SEGPA dans notre département.

L'UNSA-EDUCATION dénonce la politique gouvernementale et revendique un service public d'éducation de qualité avec des enseignants titulaires, bien formés, bien rémunérés avec des perspectives de carrière valorisantes.

Enfin, l'UNSA-EDUCATION réaffirme à nouveau sa demande d'abrogation de l'article 89 de la loi du 13 août 2004 sur le financement de l'école privée et dénonce fermement les propos tenus par le Président de la République sur la Laïcité. L'UNSA-EDUCATION s'inquiète du non respect des principes constitutionnels de séparation des Eglises et de l'Etat et de ce reniement des valeurs républicaines, inacceptables de la part de celui qui devrait en être le garant.